

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 22 juillet 2020

Délibération n°: 24-2020

Objet : Approbation du compte administratif 2019 du SMPBA

Monsieur le Président se retire de la séance et cède la présidence du Conseil Syndical à M. **DANEY....**, vice-président en charge du ~~Patrimoine~~ pour la lecture du Compte Administratif 2019.

Considérant le Compte Administratif dressé par l'ordonnateur,

Considérant que Monsieur Jean TOUZEAU, Ordonnateur, pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019, a normalement administré, pendant le cours de l'année 2019, les finances du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et en n'ordonnant que les dépenses justifiées,

Procédant au règlement définitif du budget 2019, il est proposé de fixer comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

- <u>section d'exploitation</u> :	Dépenses	2 836 053.56 €
	Recettes	2 798 823.99 €
d'où un déficit de		- 37 229.57 €
- <u>section d'investissement</u> :	Dépenses	3 516 461.43 €
	Recettes	2 824 375.93 €
d'où un déficit de		- 692 085.50 €
Restes à réaliser	en dépenses d'investissement :	- 880 702.27 €
	en recettes d'investissement :	0 €

Ces résultats seront repris en report au Budget Supplémentaire 2020.

M. TOUZEAU, conformément à la loi, a quitté la séance et ne prend pas part au vote.

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 22 juillet 2020 décide :

- D'approuver l'ensemble des opérations du Compte Administratif,
- De déclarer toutes les opérations de l'exercice 2019 définitivement closes.

Fait et délibéré à Audenge, le 22 juillet 2020.

Le Vice-Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.